

# Observer dans la durée le sentiment d'insécurité

Avant tout, il faut rappeler que le sentiment d'insécurité n'est pas une dimension simple que pourrait traduire un indicateur unique. On peut se le figurer comme un *continuum*. L'une des extrémités est très liée à l'exposition concrète (de soi ou des siens) à la délinquance. Elle constitue une sorte de réaction – on parle toujours de *peur*, mais il peut s'agir de colère, voire tout simplement de vigilance – à cette exposition. L'autre extrémité de l'insécurité est moins liée à l'expérience ou à l'exposition au risque délinquant. Moins expérimentielle, elle est plus expressive : ces crispations sécuritaires sont une manière d'exprimer une *préoccupation* qui se cristallise sur la criminalité mais qui la dépasse largement<sup>1</sup>.

Les nombreuses publications françaises sur l'insécurité s'appuient rarement sur des données et appartiennent plutôt au genre des essais. Il existe pourtant des données ; si elles pâtiennent souvent de l'instabilité des questions posées dans les enquêtes, au moins présentent-elles l'avantage de tenir compte de la diversité des aspects du sentiment d'insécurité.

## I. Les peurs

Cet aspect de l'insécurité varie selon les situations et les circonstances ; on ne peut en parler qu'au pluriel, en multipliant les indicateurs.

### 1. La peur au domicile

La question *Vous arrive-t-il personnellement de vous sentir en insécurité à votre domicile ?* figure, à peu près sous la même forme, dans presque toutes les enquêtes françaises de victimation.

Tableau 1 : Peur au domicile 1996-2018 (%)

	souvent/fréquemment, quelquefois
EPCV 1996	11,4
EPCV 1997	11,2
EPCV 1998	8,3
EPCV 1999	8,4
EPCV 2000	7,5
EPCV 2001	7,3
EPCV 2002	8,9
EPCV 2003	8,1
EPCV 2004	6,9
EPCV 2005	9,9
EPCV 2006	9,6
CVS 2007	8,3
CVS 2008	6,9
CVS 2009	7,5
CVS 2010	8,4
CVS 2011	8,5
CVS 2012	9,0
CVS 2013	9,3

<sup>1</sup> Robert, Zauberman, 2017.

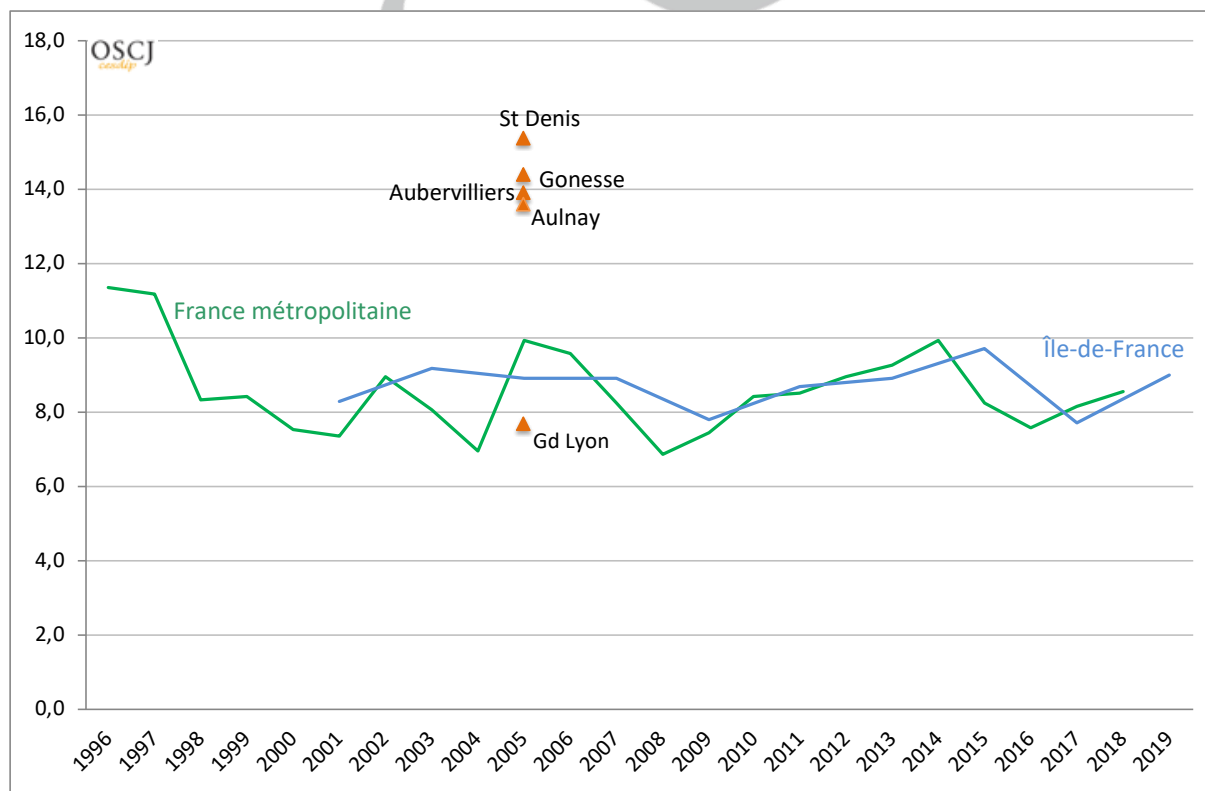
	souvent/fréquemment, quelquefois
CVS 2014	10
CVS 2015	8,2
CVS 2016	7,6
CVS 2017	8,2
CVS 2018	8,6
Île-de-France 2001	8,3
Île-de-France 2003	9,2
Île-de-France 2005	8,9
Île-de-France 2007	8,9
Île-de-France 2009	7,8
Île-de-France 2011	8,7
Île-de-France 2013	8,9
Île-de-France 2015	9,7
Île-de-France 2017	7,7
Île-de-France 2019	9,0
Aubervilliers 2005	13,9
Aulnay-sous-Bois 2005	13,6
Gonesse 2005	14,4
Grand Lyon 2005	7,7
Saint-Denis 2005	15,4

Sources : INSEE, IPR, CESDIP

Champ : variable selon les enquêtes

S'agissant de questions d'attitude, les enquêtes sont désignées dans ce tableau par l'année où elles ont été réalisées et non par les deux années précédentes retenues pour compter les victimations.

Figure 1 : Évolution des peurs au domicile (%), 1996-2019



Sources : INSEE, IPR, CESDIP

Champ : variable selon les enquêtes

On observe d'abord que la peur au domicile se situe en Île-de-France dans un ordre de grandeur analogue à celui de la France métropolitaine tout entière (tableau 1 et figure 1) ; ce n'est pas, on le verra plus bas, le cas de toutes les peurs. On voit cependant une exception : pour la

proche banlieue Nord, les enquêtes réalisées au milieu de la décennie précédente montraient des niveaux bien plus élevés.

Quant à l'évolution d'ensemble, après un point bas en 2008, une certaine remontée apparaît, interrompue toutefois dans les enquêtes les plus récentes (malgré une légère reprise en 2017) ; au total, on ne quitte pas pour autant l'ordre de grandeur moyen observé depuis 1998.

## 2. La peur dans son quartier

À l'échelle internationale, l'indicateur de peur dans son quartier (le soir) est la mesure la plus classique de l'insécurité<sup>2</sup>. En France, il a malheureusement subi au fil des enquêtes d'importantes modifications qui ne facilitent pas l'observation des évolutions<sup>3</sup>.

Malgré cette instabilité, ceux qui avouent avoir souvent ou quelquefois peur dans leur quartier restent toujours dans un ordre de grandeur modeste. Cependant ne pas interroger ceux qui déclarent ne pas sortir le soir – dans les EPCV de 1998 et 2004 – conduit à une vraisemblable sous-estimation de la peur dans le quartier : les scores pour cette période se situent autour de 6 % alors qu'avant et après ils oscillent entre 10 et 13 % (tableau 2).

Tableau 2 : La peur dans le quartier, 1996-2018 (%)

	souvent/quelquefois/de temps en temps
EPCV 1996	9,9
EPCV 1997	10,5
EPCV 1998	5,1
EPCV 1999	5,8
EPCV 2000	5,9
EPCV 2001	5,3
EPCV 2002	6,4
EPCV 2003	6,5
EPCV 2004	5,7
EPCV 2005	12,4
EPCV 2006	12,3
CVS 2007	11,0
CVS 2008	9,8
CVS 2009	10,6
CVS 2010	11,0
CVS 2011	11,0
CVS 2012	11,7
CVS 2013	11,7
CVS 2014	11,2
CVS 2015	10,9
CVS 2016	10,6
CVS 2017	11,0
CVS 2018	11,9
Île-de-France 2001	21,7
Île-de-France 2003	20,5
Île-de-France 2005	20,9
Île-de-France 2007	20,0
Île-de-France 2009	17,9
Île-de-France 2011	19,5
Île-de-France 2013	18,8
Île-de-France 2015	19,8
Île-de-France 2017	16,8

<sup>2</sup> Sous la forme *How safe do you feel walking alone in this area after dark?*

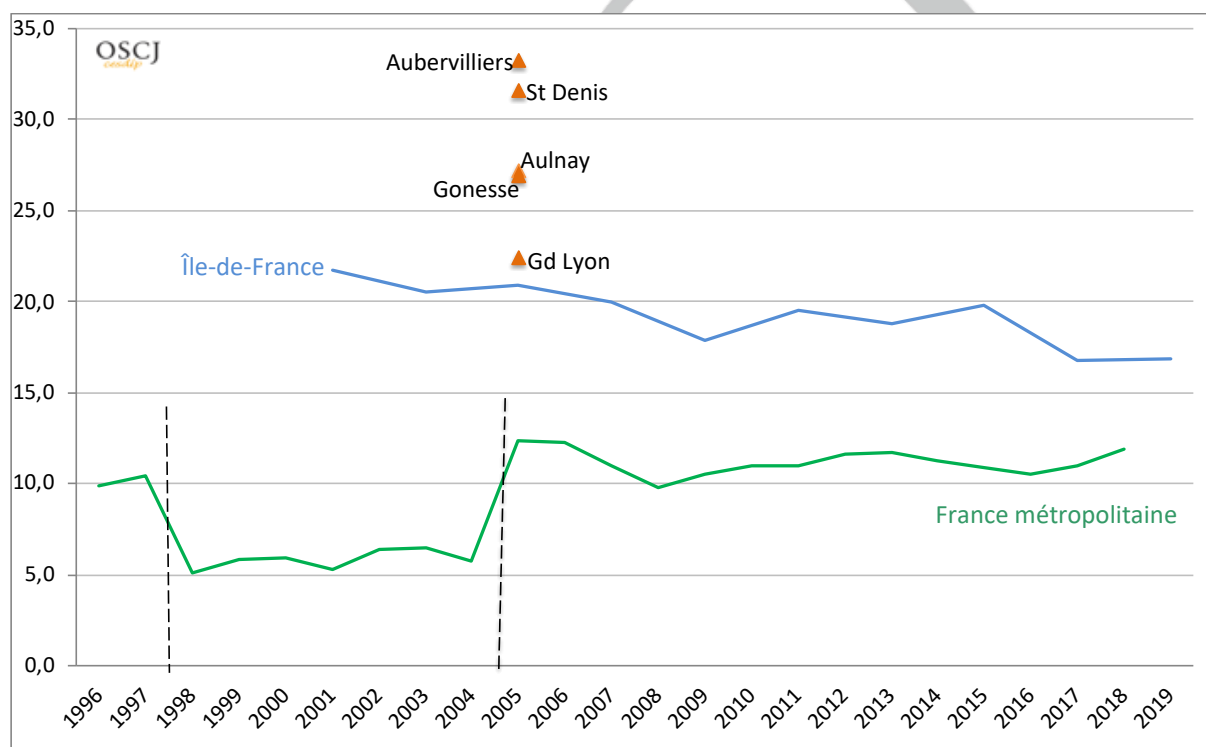
<sup>3</sup> Les neuf premières EPCV tout comme les enquêtes régionales et locales précisent, comme c'est l'usage classique, *seul le soir*, tandis la formulation devient moins circonstanciée dans les deux dernières EPCV puis les CVS qui ne mentionnent plus *le soir*. Ces enquêtes abandonnent également le terme classique de peur (*fear*) pour celui d'insécurité que l'on utilise généralement pour désigner à la fois la composante de peur et celle de préoccupation (*concern*). Par ailleurs, les EPCV de 1998 à 2004 ne posent la question qu'à une partie de l'échantillon.

	souvent/quelquefois/de temps en temps
Île-de-France 2019	16,9
Aubervilliers 2005	33,3
Aulnay-sous-Bois 2005	27,2
Gonesse 2005	26,9
Grand Lyon 2005	22,4
Saint-Denis 2005	31,6

Sources : INSEE, IPR, CESDIP Champ : variable selon les enquêtes  
 S'agissant de questions d'attitude, les enquêtes sont désignées dans ce tableau par l'année où elles ont été réalisées et non par les deux années précédentes retenues pour compter les victimations

Les deux dernières EPCV et les CVS comprennent une question un peu comparable, quoiqu'alambiquée : *Dans la vie courante, vous arrive-t-il de renoncer à sortir seul(e) de chez vous pour des raisons de sécurité (y compris pour ne pas être importuné(e) ou à certaines heures) ?* Ses résultats sont proches de ceux des enquêtes nationales sur la peur dans le quartier. Ces peurs de sortir concernent presque exclusivement la soirée ou la nuit.

Figure 2 : Évolution de la peur dans le quartier (%), 1996-2019



Sources : INSEE, IPR, CESDIP Champ : variable selon les enquêtes  
 Note de lecture : la barre en traits discontinus indique un changement important dans la formulation de la question de l'enquête nationale.

Contrairement à la peur au domicile, celle dans le quartier se situe dans des ordres de grandeur plus élevés en Île-de-France mais également dans la métropole lyonnaise – donc dans des régions très urbanisées – que dans l'ensemble de la France métropolitaine, d'autant qu'il faudrait encore ajouter ceux qui ont déclaré avoir *trop peur* pour sortir seul le soir. Pour cette peur-ci comme pour la précédente, les enquêtes réalisées au milieu de la précédente décennie faisaient apparaître des scores bien pires dans la proche banlieue Nord.

Dans les enquêtes franciliennes, la tendance d'ensemble est plutôt à la baisse. Dans les enquêtes nationales, après la baisse observée entre 2005 et 2008, on n'observe pas de changement clair de l'ordre de grandeur.

### 3. La peur dans les transports en commun

Depuis la campagne de 2014, les enquêtes nationales ne contiennent plus de module spécifique sur la peur dans les transports en commun ; on y trouve seulement – dans certains modules de victimation – l’item ‘transports en commun’ dans les questions sur le lieu de perpétration. Dans une perspective de sérialisation, plus utilisables sont les enquêtes régionales et locales qui distinguent selon la sorte de moyen de transport.

Tableau 3 : La peur dans les transports en commun (souvent, quelquefois) 2001-2019 (%)

	bus	train	RER	métro	tramway
Île-de-France 2001	21,0	30,3	38,3	32,5	19,0
Île-de-France 2003	21,0	30,3	39,0	33,0	20,0
Île-de-France 2005	19,3	28,4	37,1	30,2	18,5
Île-de-France 2007	20,6	26,9	35,0	27,6	15,5
Île-de-France 2009	16,5	25,3	36,9	26,9	13,3
Île-de-France 2011	20,9	28,2	37,4	31,2	17,0
Île-de-France 2013	20,6	26,7	38,2	31,2	16,2
Île-de-France 2015	18,5	25,7	35,4	30,0	16,7
Île-de-France 2017	15,6	22,1	32,2	27,2	14,2
Île-de-France 2019	18,3	24	33,8	29,3	16,9
Aubervilliers 2005	38,1	36,4	37,8	38,0	28,6
Aulnay-sous-Bois 2005	32,3	39,0	45,7	39,4	27,7
Gonesse 2005	32,7	44,0	47,2	38,7	28,7
Grand Lyon 2005	23,8	15,0	-	30,4	15,4
Saint-Denis 2005	34,0	38,5	38,6	37,1	28,7

Sources : IPR, CESDIP

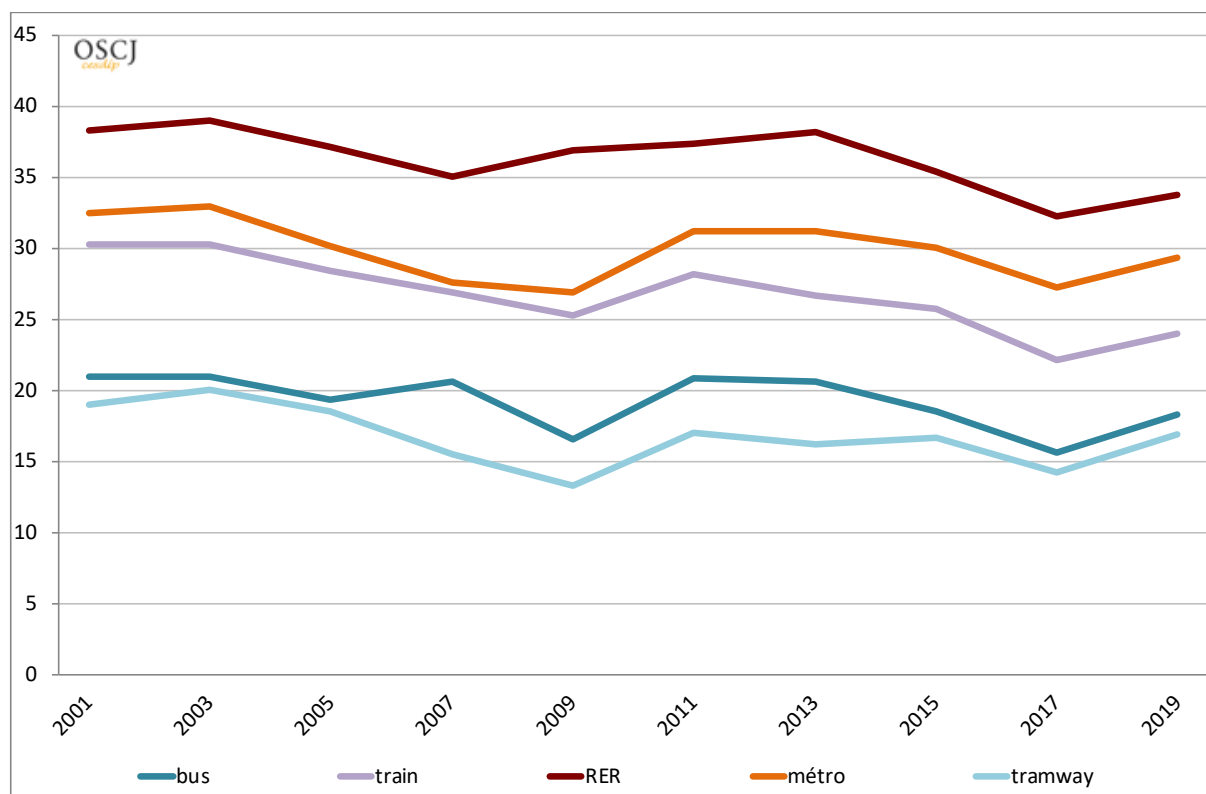
Champ : variable selon les enquêtes

Pourcentages calculés sur les seuls utilisateurs effectifs.

S’agissant de questions d’attitude, les enquêtes sont désignées dans ce tableau par l’année où elles ont été réalisées et non par les deux années retenues précédentes pour compter les victimations

La comparaison de ces scores avec ceux présentés précédemment montre l’importance de l’insécurité dans les transports en commun. Ils constituent, bien au-delà du risque qu’on y court, un lieu de cristallisation de l’inquiétude, encore plus marquée chez les habitants de la banlieue Nord que dans l’ensemble de l’Île-de-France... mais selon une véritable échelle qui met au premier plan le RER, puis le métro, le train (le Transilien), puis le bus et enfin le tramway (tableau 3 et figure 5). À Lyon toutefois, cet ordre est modifié, l’offre de transport n’étant pas la même (tableau 3).

Figure 3 : Évolution des peurs dans les transports en commun en Île-de-France (%), 2001-2019



Source : IPR

Champ : Île-de-France

#### 4. La peur pour les enfants

Un des résultats majeurs des enquêtes régionales et locales a été la découverte de l'importance des peurs pour les enfants; en tous cas dans des zones très urbanisées. La construction de la question permet en outre de voir que la gamme des peurs varie beaucoup selon le lieu : généralement, elle est à son acmé dans la rue puis dans les transports publics. L'inquiétude est généralement moins intense à l'école et surtout dans les lieux de loisir. Cependant, dans les communes de la banlieue Nord, le niveau d'inquiétude à l'école peut rivaliser avec celui dans les transports en commun. Une tendance globale à l'érosion de ces inquiétudes a été interrompue en 2019. (Tableau 4 et figure 4).

Tableau 4 : La peur pour les enfants 2001-2019  
(Si vous avez des enfants qui vivent avec vous, avez-vous peur qu'ils se fassent agressé ?) (%)

	école	transports en commun	lieu de loisir	rue	ailleurs
Île-de-France 2001	55,2	64,3	36,9	65,4	60,7
Île-de-France 2003	53,3	63,7	35,8	65,7	60,5
Île-de-France 2005	45,2	58,9	36,8	62,7	59,3
Île-de-France 2007	45,3	62,8	37,0	63,7	58,2
Île-de-France 2009	39,9	52,8	31,7	58,2	54,9
Île-de-France 2011	45,7	60,2	37,2	62,5	59,2
Île-de-France 2013	41,3	56,0	32,6	58,0	56,4
Île-de-France 2015	41,3	57,8	34,0	59,2	54,7
Île-de-France 2017	35,9	52,1	29,4	53,6	49,1
Île-de-France 2019	43,3	59,3	38,1	61,5	57,5
Aubervilliers 2005	72,9	74,9	55,1	83,3	69,6

Aulnay-sous-Bois 2005	70,5	73,3	50,6	79,3	72,1
Gonesse 2005	72,6	78,8	50,6	75,3	76,0
Grand Lyon 2005	49,1	60,4	38,1	65,7	59,5
Saint-Denis 2005	70,1	70,8	51,1	80,4	67,2

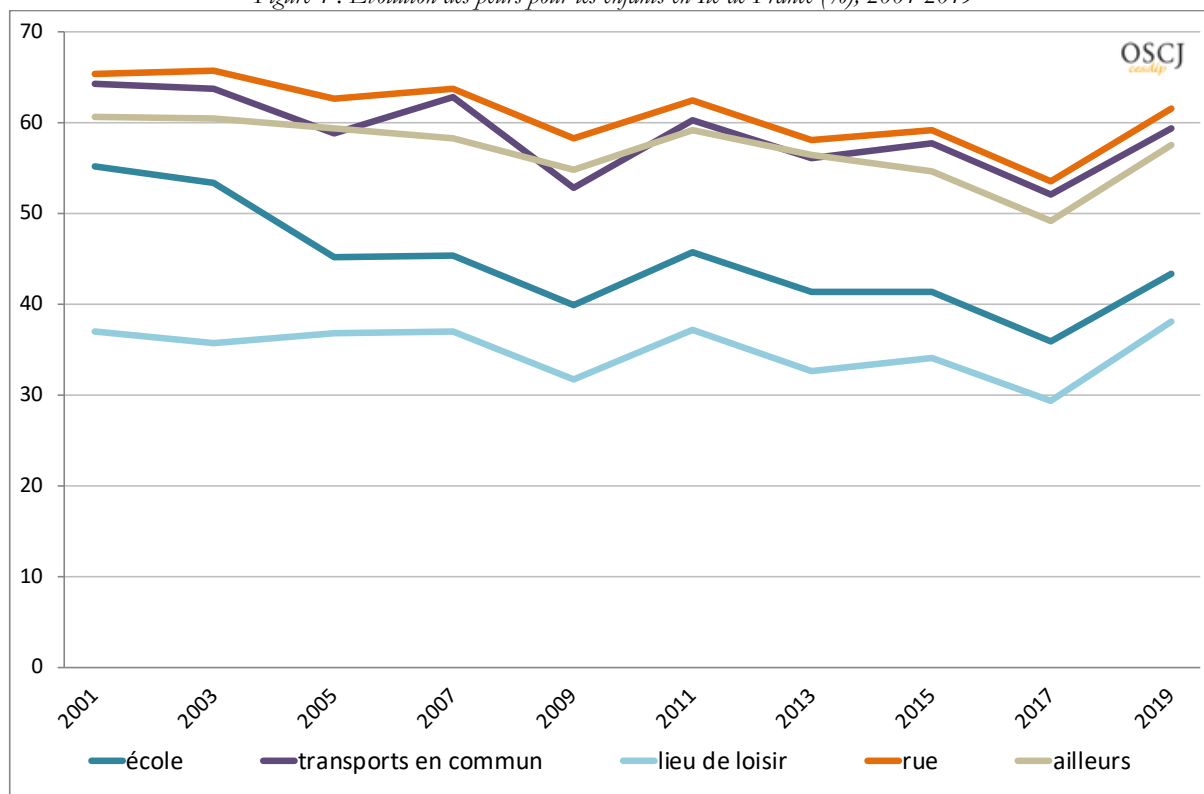
Sources : IPR, CESDIP

Champ : variable selon les enquêtes

Pourcentage calculés sur les seuls enquêtés ayant un enfant vivant avec eux

S'agissant de questions d'attitude, les enquêtes sont désignées dans ce tableau par l'année où elles ont été réalisées et non par les deux années précédentes retenues pour compter les victimations

Figure 4 : Évolution des peurs pour les enfants en Île-de-France (%), 2001-2019



Source : IPR

Champ : Île-de-France

Rien dans les EPCV ne permettait d'aborder ce thème. Les CVS, au contraire, contiennent une question sur les peurs pour autrui. Toutefois, elle est posée seulement à la petite fraction des enquêtés qui a mentionné la délinquance comme problème du quartier ; de surcroît, l'interrogation sur les enfants est noyée dans une revue de tous les proches.

## II. L'insécurité dans le voisinage

Toutes les enquêtes nationales de l'INSEE – EPCV comme CVS – contiennent une question sur l'insécurité dans le voisinage où l'on demande aux enquêtés de choisir sur une liste les problèmes les plus préoccupants, puis d'indiquer celui qui l'est le plus. Il est difficile d'observer l'évolution dans la durée de la première interrogation en raison de l'instabilité des formulations, du nombre de problèmes proposés et du nombre de choix autorisés. En revanche, on peut, avec quelque précaution, s'attacher à la seconde et observer ceux qui citent en premier *le manque de sécurité* (dans les neuf premières EPCV) ou qui mentionnent la *délinquance* et les *incivilités* (dans les deux dernières EPCV) ou la *délinquance* (dans les CVS) comme le problème le plus important.

Tableau 5 : L'insécurité dans le voisinage 1996-2018 (%)

	citent en premier le manque de sécurité	citent les incivilités ou la délinquance comme problème le plus important
EPCV 1996	12,7	-
EPCV 1997	11,3	-
EPCV 1998	10,1	-
EPCV 1999	12,7	-
EPCV 2000	9,0	-
EPCV 2001	10,0	-
EPCV 2002	13,0	-
EPCV 2003	10,2	-
EPCV 2004	8,5	-
EPCV 2005	-	11,3
EPCV 2006	-	10,5
CVS 2007	-	10,7
CVS 2008	-	9,0
CVS 2009	-	9,9
CVS 2010	-	10,2
CVS 2011	-	10,9
CVS 2012	-	10,7
CVS 2013	-	11,7
CVS 2014	-	11,0
CVS 2015	-	9,2
CVS 2016	-	10,0
CVS 2017	-	9,9
CVS 2018	-	10,6

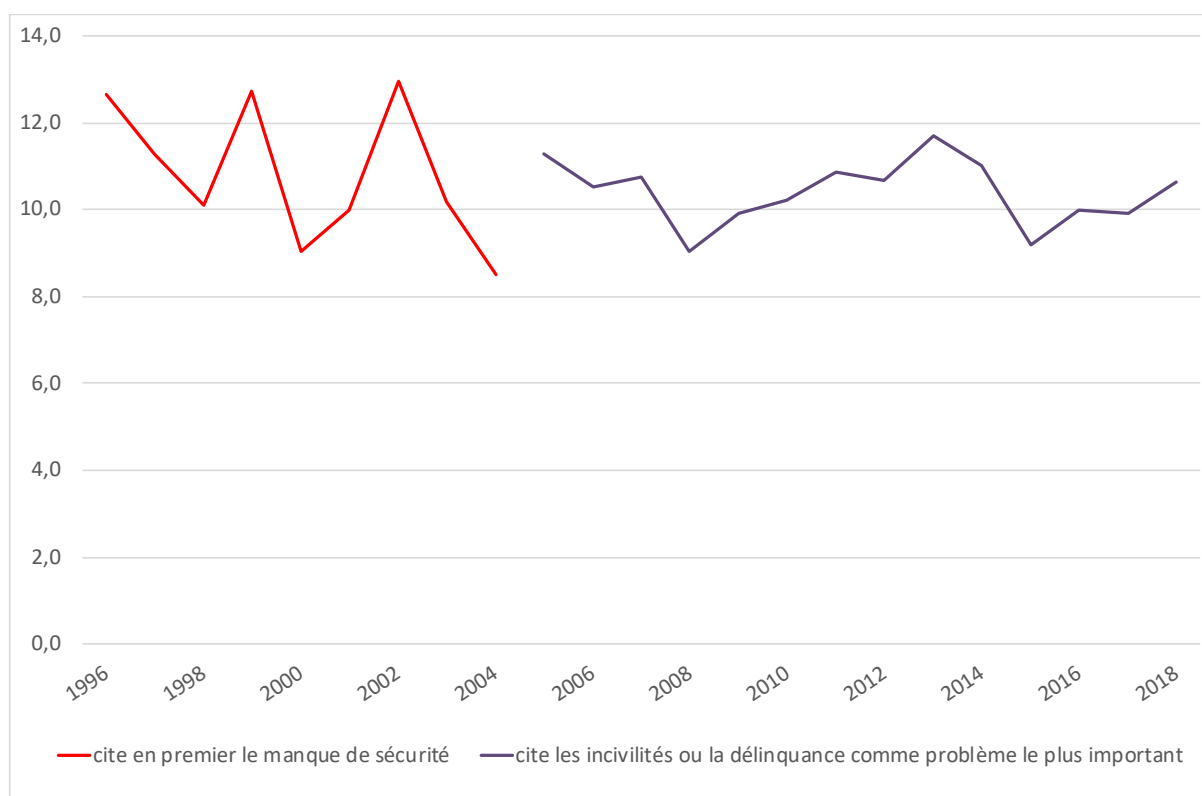
Source : INSEE.

Champ : France métropolitaine

Une petite minorité – entre 10 et 12% – dont l'ordre de grandeur ne change guère au cours de la période observée, présente l'insécurité ou la délinquance comme le problème majeur de son environnement immédiat. Les dernières enquêtes suggèrent qu'on reste dans l'ordre de grandeur qui caractérise toute la période.



Figure 5 : Évolution du sentiment d'insécurité dans le voisinage en France, 1996-2018



Source : INSEE

Champ : France métropolitaine

### III. La préoccupation sécuritaire

Les CVS demandent aux enquêtés de choisir dans une liste *le problème le plus préoccupant dans la société française*. Sur la période observée, la domination du chômage est écrasante ; quant à la délinquance, elle vient derrière la pauvreté. Toutefois, depuis 2015, la montée fulgurante de l'inquiétude suscitée par le terrorisme a entraîné un repli relatif des autres sujets de préoccupation. Cette évolution est due à la forme de la question qui oblige à choisir *le problème le plus préoccupant*.

De leur côté, les enquêtes franciliennes demandent quel est, parmi une liste de problèmes auxquels est confrontée la société française, celui dont *le gouvernement devrait s'occuper en priorité à l'heure actuelle*. Par ailleurs, elles proposent une liste de problèmes moins longue que celle des enquêtes nationales. Depuis l'enquête réalisée en 2017, l'IPR a introduit une nouvelle question sur l'importance à accorder au terrorisme : 22% des Franciliens enquêtés se déclarent *tout à fait d'accord* et 41 *plutôt d'accord* pour dire qu'il s'agit de la première priorité pour le gouvernement. Mais comme le terrorisme a été mentionné dans une nouvelle question au lieu d'être intégrée dans celle sur toutes les préoccupations, cette poussée n'a pas entraînée une érosion mécanique des autres problèmes analogue à celle observée dans l'enquête nationale.

Pour autant, à l'échelle nationale comme à celle de l'Île-de-France, les évolutions des préoccupations sont remarquablement parallèles. Si l'on s'attache maintenant aux ordres de grandeur, ils sont comparables, aux deux échelles géographiques observées, pour la préoccupation sécuritaire (concernant la délinquance) tandis que les problèmes sociaux (chômage et pauvreté) atteignent en Île-de-France des niveaux nettement plus importants que dans l'ensemble de la France métropolitaine.

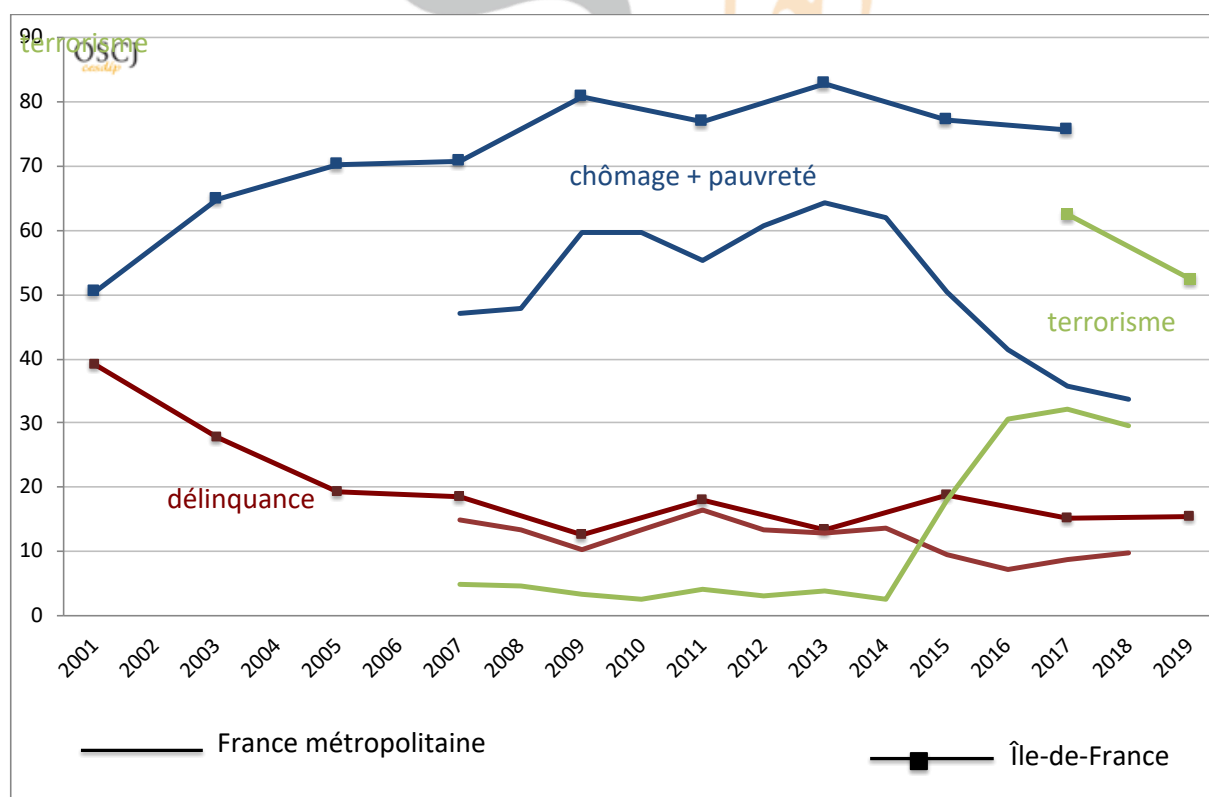
Tableau 6 : Problème le plus préoccupant dans la société française actuelle (%), 2001-2018

	délinquance	chômage	pauvreté	terrorisme
CVS 2007	15,0	29,7	17,4	5,0
CVS 2008	13,4	26,5	21,4	4,6
CVS 2009	10,2	40,0	19,7	3,3
CVS 2010	13,4	40,7	18,9	2,7
CVS 2011	16,4	36,2	19,0	4,0
CVS 2012	13,4	41,3	19,4	3,2
CVS 2013	12,8	49,7	14,6	4,0
CVS 2014	13,7	46,7	15,2	2,5
CVS 2015	9,6	38,3	12,0	18,1
CVS 2016	7,2	31,0	10,5	30,7
CVS 2017	8,7	23,2	12,7	32,3
CVS 2018	9,8	18,4	15,4	29,5
Île-de-France 2001	39,2	24,6	25,9	
Île-de-France 2003	27,8	37,5	27,4	
Île-de-France 2005	19,4	37,1	33,0	
Île-de-France 2007	18,5	37,9	32,9	
Île-de-France 2009	12,7	40,6	40,1	
Île-de-France 2011	18,0	46,1	30,8	
Île-de-France 2013	13,3	56,7	26,2	
Île-de-France 2015	18,7	55,1	22,1	
Île-de-France 2017	15,3	44,1	31,6	62,5
Île-de-France 2019	15,4	31,0	40,3	52,4

Sources : INSEE, IPR

Champ : variable selon les enquêtes

Figure 6 : Évolution des préoccupations (%) en France et Île-de-France, 2001-2018



Sources : INSEE, IPR

Champ : variable selon les enquêtes

Avec une interrogation très différente, les enquêtes Agoramétrie – qui ont duré, avec quelques interruptions, de 1977 à 2004 – avaient conduit à situer la proportion des ‘très préoccupés’ par l’insécurité dans un ordre de grandeur, en tendance très stable, d’environ un sixième des enquêtés<sup>4</sup>. Un sondage *Figaro-SOFRES* avait également permis d’observer que des bouffées de préoccupation sécuritaire liées à des événements très dramatisés étaient ensuite suivies d’un retour plus ou moins rapide à l’ordre de grandeur habituel.

Si on replace la baisse continue de la préoccupation envers la délinquance observée depuis le début du siècle dans ce contexte plus long, elle apparaît alors comme un lent retour à l’ordre de grandeur habituel après une forte poussée de fièvre sécuritaire au tout début du siècle.

Finalement les résultats des enquêtes nationales et franciliennes de victimation sont donc compatibles avec l’état des savoirs sur la préoccupation sécuritaire dans la société française, chronique depuis un tiers de siècle.

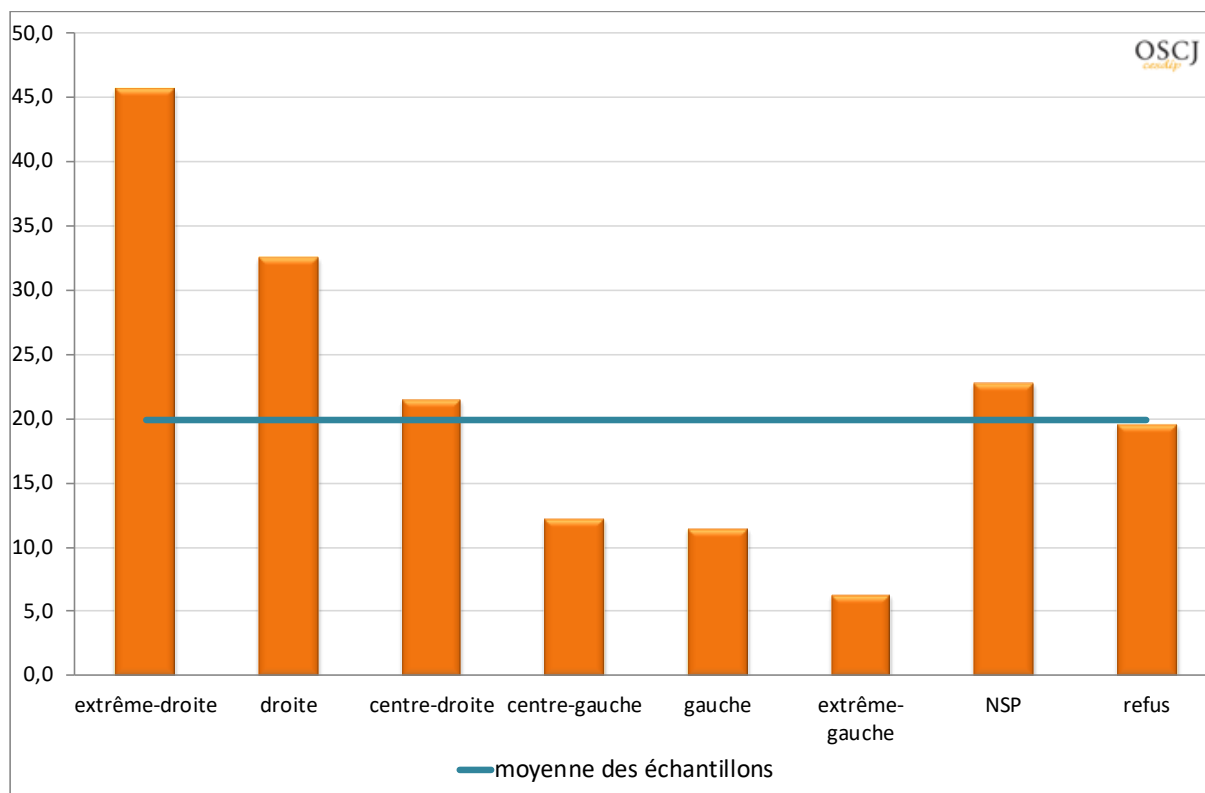
Après les attentats terroristes de janvier 2015, le sondage réalisé pour la Commission nationale consultative des droits de l’homme (CNCDDH) en mars montre bien une poussée de l’inquiétude pour le terrorisme, mais cette montée n’atteint pas la préoccupation sécuritaire pour la délinquance. Même leçon dans les enquêtes : la préoccupation pour le terrorisme qui oscillait depuis 2007 entre 3 et 5 est passée à 18,1% en 2015 et 29,5% en 2018, tandis que la préoccupation pour la délinquance a reflué de 13,8 à 8,7. La flambée des inquiétudes suscitées par les actes terroristes ne contamine donc pas nécessairement la préoccupation sécuritaire générale, du moins quand les enquêtes prennent la précaution d’interroger aussi sur le terrorisme. Il est, au contraire, possible qu’elle en relativise l’importance.

Les enquêtes franciliennes indiquent une forte liaison de la préoccupation sécuritaire avec l’autopositionnement politique (figure 7) ; dans toutes les campagnes de 2001 à 2019, la proportion de ceux qui mettent la délinquance au premier rang est plus forte que la moyenne régionale chez les enquêtés qui se classent à droite et beaucoup plus forte chez ceux qui se situent à l’extrême-droite.

---

<sup>4</sup> Robert, Pottier, 2004.

Figure 7 : Préoccupation sécuritaire et autositionnement politique – Île-de-France – 2001-2019



Source : IPR

Champ : Île-de-France

#### IV. Combiner peurs et préoccupation

Si l'on croise maintenant, dans les enquêtes nationales, la préoccupation et les peurs (au domicile et dans le quartier), on observe pour chaque année d'enquête un certain recouvrement des deux dimensions : ceux qui ont peur sont plus nombreux à être préoccupés que la moyenne des enquêtés et ceux qui sont préoccupés sont plus nombreux à avoir peur. Toutefois, le recouvrement entre peurs est nettement plus marqué que celui entre peurs et préoccupation (tableau 7) ce qui illustre la relative autonomie de ces deux dimensions de l'insécurité. On note, au contraire dans le tableau 7, une certaine articulation entre la peur dans le quartier et celle chez soi.

Tableau 7 : Peurs et préoccupation sécuritaire dans les CVS 2007-2018 (%)

		préoccupation délinquance	peur domicile	peur quartier	Échantillon
préoccupation délinquance	2007	-	22,5	24,2	15,0
	2008	-	19,3	23,9	13,4
	2009	-	16,9	19,1	10,3
	2010	-	21,3	26,3	13,4
	2011	-	24,7	27,6	16,4
	2012	-	21,5	24,3	13,3
	2013	-	21,4	23,1	12,9
	2014	-	22,5	24,5	13,8
	2015	-	16,1	19,4	9,8
	2016	-	14,6	14,7	7,3
	2017	-	13,5	15,6	8,7

		préoccupation délinquance	peur domicile	peur quartier	Échantillon
	2018		16,22	17,2	9,9
peur domicile	2007	12,4	-	39,7	8,3
	2008	9,8	-	35,3	6,8
	2009	12,3	-	36,7	7,5
	2010	13,3	-	40,2	8,4
	2011	12,9	-	41,3	8,5
	2012	14,7	-	41,3	9,0
	2013	15,6	-	43,7	9,5
	2014	14,8	-	41,5	9,1
	2015	14,2	-	41,1	8,6
	2016	15,2	-	40,7	7,6
	2017	12,7	-	42,6	8,2
	2018	14,1		41,11	8,55
peur quartier	2007	17,8	53,0	-	11,0
	2008	17,4	50,7	-	9,8
	2009	19,6	52,0	-	10,6
	2010	21,2	52,0	-	10,8
	2011	18,5	53,1	-	11,0
	2012	21,4	53,5	-	11,7
	2013	21,3	55,1	-	11,9
	2014	19,9	51,0	-	11,2
	2015	22,1	53,1	-	11,1
	2016	21,3	56,7	-	10,6
	2017	19,7	57,5	-	11,02
	2018	20,9	57,22		11,90

Source : INSEE.

Champ : France métropolitaine

Lecture : parmi les personnes préoccupées par la délinquance en 2007, 22,3 % déclarent avoir peur à leur domicile, contre 15 % dans l'ensemble de la population.

De manière assez logique, les victimations qui ont le domicile pour théâtre accroissent la peur chez soi. Quant à la peur dans le quartier, elle est affectée par une large gamme de victimations. En tous cas, l'expérience d'agression augmente les deux sortes de peurs et en particulier celle dans le quartier. Par contraste, être victime n'accroît que plus modérément la préoccupation sécuritaire, ce qui confirme la relative autonomie de cette dernière à l'égard de l'expérience personnelle.

Une recherche<sup>5</sup> menée principalement sur les données de l'enquête Agoramétrie avait montré que si peurs et préoccupation coexistent souvent – quoique pas toujours - chez les mêmes enquêtés, ces deux dimensions correspondent pourtant à des paramètres différents. Les peurs dépendent surtout de l'exposition à la délinquance combinée avec la vulnérabilité, physique ou sociale, que l'on ressent ; la préoccupation est surtout liée à l'appréhension de ne pas maîtriser des évolutions, économiques et sociales, grosses de menaces de précarisation.

Une recherche plus récente<sup>6</sup> suggère que la victimation varie en Île-de-France selon la localisation géographique : elle atteint son maximum si l'on habite Paris ou sa proche banlieue Nord, elle est moins élevée dans le reste de la région. De surcroît, dans le premier cas, on est plus que proportionnellement exposé à un risque de proximité lié au quartier où l'on vit ; dans l'autre, s'il arrive d'être victime, c'est plutôt loin de sa résidence, au travail ou dans les déplacements. Le

<sup>5</sup> Robert, Pottier, 1997 ; voy. aussi 2004.

<sup>6</sup> Zauberman *et al.*, 2013.

sentiment d'insécurité fonctionne différemment : il apparaît surtout lié au rang social. Certes, l'exposition au risque combinée avec des vulnérabilités liées au sexe, à l'âge (les peurs pour les enfants...), à la situation (les transports en commun...) suscite des peurs particulières. Mais ceux qui bénéficient de multiples capitaux – éducatifs, professionnels, financiers – ne présentent guère de fortes crispations sécuritaires : la délinquance ne constitue jamais à leurs yeux qu'un enjeu mineur, qu'ils y soient exposés ou non. Tout au plus observe-t-on une sorte de 'vigilance' rationnelle et des stratégies d'évitement dans les arrondissements de Paris où le risque de victimation est le plus élevé. Le sentiment d'insécurité fleurit plutôt parmi les classes populaires et les petites classes moyennes, mais sous des configurations différentes : peurs et préoccupation sont très élevées dans les banlieues populaires à forte victimation, mais les crispations sécuritaires sont à leur acmé dans la grande banlieue rurale où le risque de victimation est pourtant moins élevé qu'au cœur de la région.

## Références

- ROBERT PH., POTTIER M.L., 1997, "On ne se sent plus en sécurité". Délinquance et insécurité. Une enquête sur deux décennies, *Revue française de science politique*, 47, 6, 707-740.
- ROBERT PH., POTTIER M.L., 2004, Les préoccupations sécuritaires : une mutation ? *Revue française de sociologie*, 45, 2, 211-242.
- ROBERT PH., ZAUBERMAN R., 2017, *Du sentiment d'insécurité à l'Etat sécuritaire*, Lormont, Editions du Bord de l'eau.
- ZAUBERMAN R., ROBERT PH., NEVANEN S., BON D., 2013, Victimation et insécurité en Île-de-France. Une analyse géosociale, *Revue française de sociologie*, 4, 1, 111-153.